

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Droits humains, libertés (France) > Politiques sécuritaires (France) > Police, armes (France) > **France : le temps des bavures**

France : le temps des bavures

vendredi 17 juillet 2009, par [BILLARD Cathy](#), [NPA \(comités divers\)](#) (Date de rédaction antérieure : 17 juillet 2009).

La politique répressive du gouvernement tue et blesse.

A Argenteuil, le 9 juin, deux retraités algériens, Ali Ziri (69 ans) et Arezki Kerfali (61 ans), sont roués de coups lors d'un contrôle policier. Le premier en meurt, le second est sérieusement blessé. Les policiers sont toujours en service dans le quartier ; un collectif s'est constitué pour obtenir une enquête et des sanctions contre les responsables.

Le 23 juin, Lassana Sylla, jeune du quartier du Franc-Moisin, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), meurt à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne). Il a été retrouvé pendu avec sa serviette en cellule d'isolement. Suicidé, selon l'administration. Le 2 juillet, près d'un millier d'habitants du quartier ont marché pour exiger « la vérité ». Le 8 juillet à Montreuil (Seine-Saint-Denis), Joachim Gatti, qui manifestait pacifiquement contre l'expulsion violente des occupants d'une clinique désaffectée, a reçu un tir de flash-ball en pleine tête : il a perdu un œil. Le même jour, à Firminy (Loire), Mohamed Benmouna décède en garde à vue. Il se serait pendu dans sa cellule avec un bout de matelas fixé dans deux trous au mur ! Enfin, le 10 juillet, près de Louviers, un jeune de 18 ans circulant en minimoto trouve la mort sur un barrage de la gendarmerie, rappelant la mort des deux jeunes de Villiers-le-Bel, à l'automne 2007.

Dans ces cinq cas, entre autres, les autorités ont inconditionnellement défendu les forces répressives. Les atteintes à l'intégrité physique ou à la vie d'un habitant des quartiers populaires ne valent pas une enquête ? Voilà qui légitime les révoltes... Cette violence policière, est l'autre face de la violence sociale, qui s'exerce contre tous ceux qui subissent la crise de plein fouet. Chaque policier sait qu'il suffit d'accuser n'importe qui de rébellion pour l'envoyer devant les tribunaux. Ils savent chaque jour davantage qu'ils peuvent blesser ou tuer en toute impunité.

Seule la mobilisation autour des familles, des habitants des quartiers, des associations et des forces politiques présentes peut imposer des enquêtes transparentes afin de connaître la vérité. C'est une question élémentaire de dignité.

Cathy Billard

* *Paru dans « Tout est à nous » n° 17 du 16 juillet 2009.*

Communiqué du NPA (Montreuil)

« *En Iran, on tire sur les manifestants* ». C'est ce qu'aurait déclaré un haut responsable de la police pour justifier le matraquage en règle opéré par les forces de l'ordre à Montreuil, lundi 13 juillet au soir, lors d'une manifestation dénonçant les violences policières. Parce qu'on aurait pu avoir pire ?

Contrairement à ce qui a été affirmé, il n'y a eu au démarrage aucune provocation de la part des manifestants. Cela n'a pas empêché la police de charger la fin du cortège, matraquant et interpellant sans distinction manifestants et passants. Les forces de l'ordre ont montré à nouveau une brutalité injustifiable, au mépris du droit à manifester. La police nous parle de « maintien de l'ordre » mais qui s'est comporté comme un voyou ?

Cette manifestation réclamait justice pour un jeune cameraman, Joachim Gatti, ayant perdu un œil suite à un tir de flash-ball en pleine tête lors d'une précédente mobilisation, organisée mercredi 8 juillet pour dénoncer les conditions d'expulsion d'un squat culturel occupé par des militants autonomes. Des policiers avaient déjà chargé sans motif et tiré à plusieurs reprises au flash-ball sur les manifestants, en visant les têtes.

De tels actes, qui devraient être sanctionnés, sont aujourd'hui cautionnés par la hiérarchie policière et couverts par le gouvernement. Ce dernier, à défaut de solutions à proposer sur les problèmes que rencontre la population (manque de logement, licenciements, salaires en berne...), préfère utiliser la matraque pour faire taire toute contestation et criminaliser toute forme de mobilisation. Il ne regarde pas à la dépense quand il s'agit d'embaucher des policiers mais n'a pas un sou pour construire des logements sociaux.

Le droit de manifester à Montreuil comme partout en France est un droit légitime et démocratique qui ne peut pas être bafoué par la police. Nous exigeons l'interdiction des flash ball, l'arrêt immédiat des provocations policières, et la sanctions des policiers qui s'en sont servi comme arme offensive lors des manifestations.

Nous appelons l'ensemble des habitants de Montreuil et les forces politiques de gauche à se mobiliser pour que ces violences policières ne se reproduisent plus.

Les comités NPA de Montreuil

Montreuil, le 17 juillet 2009

**** Nous appelons à participer à l'Assemblée générale qui est prévue le dimanche 19 juillet à 15H à la Parole Errante, 9 rue François Debergue (métro Croix de Chavaux).***